

Une campagne contre la dette illégitime

mardi 22 novembre 2011, par [DEMARCQ Sandra](#) (Date de rédaction antérieure : 1er octobre 2011).

Au fil des mois, la dette est devenue une véritable arme de guerre sociale, un prétexte pour imposer aux salariéEs, à la majorité de la population, des plans de rigueur et d'austérité. À écouter les experts en tout genre, cette dette serait le résultat d'une dépense excessive parce que nous aurions, paraît-il, vécu au-dessus de nos moyens. Mais cette dette est le résultat de la politique fiscale favorisant les plus riches depuis un quart de siècle et de tous les plans de sauvetage des banquiers ces derniers mois qui leur ont permis de spéculer de plus belle. Dans le monde, pour le seul mois d'octobre 2010, le sauvetage financier s'élevait à 7 800 milliards de dollars. Les dettes privées sont devenues une dette publique. C'est la politique de la socialisation des pertes et de la privatisation des profits. Les salariéEs, les jeunes, les retraités, les chômeurs et précaires, ne sont donc en rien responsables de cette dette.

Il faut arrêter immédiatement de rembourser cette dette et exiger de mettre le nez dans leurs affaires. Nous avons le droit de savoir : qui a prêté et spéculé ? Combien d'intérêts ont été payés, à quel taux, quelle part a déjà été remboursée ? Comment la dette a-t-elle enflé ? Quels chemins ont suivi les capitaux ? À quoi ont-ils servi ? Nous devons également imposer la levée du secret bancaire, le contrôle sur les opérations financières, l'ouverture des livres de comptes, la mise sous contrôle public des institutions financières. Bref imposer une enquête publique, un audit démocratique et citoyen ou encore si l'on veut un tribunal de la dette. L'enjeu n'est rien de moins que passer de la légitime défense au contrôle, à la mise en cause du droit des banquiers et des capitalistes à disposer de nos vies. Et donc d'exiger l'annulation de cette dette illégitime.

Pour arriver à cela, il faudra construire dans les semaines qui viennent des campagnes et des mobilisations de masse. En France, plusieurs cadres et appels unitaires voient le jour (audit citoyen de la dette publique, contre la règle d'or, contre le G20, appel européen de Médiapart...). Les indignés grecs et espagnols viennent aussi de lancer un appel « aux indignés de toutes les places contre le paiement de la dette illégitime ». Au niveau national, nous devons œuvrer à la convergence de ces différentes initiatives. Cela passe par la construction de comités unitaires, rassemblant militantEs du mouvement associatif, social, syndical et de partis politiques afin de mettre en place une campagne unifiante permettant comme celle du « NON de gauche » au Traité constitutionnel européen (TCE), à des millions de salariés de débattre, de comprendre, de se politiser et à des dizaines de milliers de personnes de militer. Cette campagne unitaire devra aussi être ancrée dans les luttes de résistance à l'austérité des différents secteurs d'activité comme l'Éducation nationale, la santé ou encore le privé, pour les faire converger pour le refus immédiat du paiement de la dette publique. D'ores et déjà, des échéances pour populariser cette campagne existent au niveau national comme européen : la journée interprofessionnelle du 11 octobre, la journée européenne de manifestations du 15 octobre à l'appel des indignés, le contre-sommet du G20 début novembre.

Le NPA mettra tout en œuvre pour qu'une véritable campagne unitaire voit le jour, nous développerons également notre propre campagne, comme nous l'avons fait au moment des retraites, afin d'intervenir sans attendre sur les lieux de travail, dans la jeunesse, dans les quartiers, partout où nous pouvons toucher la population pour commencer à expliquer, tenter d'organiser et de mobiliser sur toutes ces questions.

Dans les cadres unitaires et à travers notre propre campagne, il s'agit pour les anticapitalistes, de

populariser des explications sur la crise du système capitaliste et des revendications transitoires de contrôle et d'incursion dans la propriété privée : annulation de la dette ; mise en place d'un monopole bancaire public par la socialisation des banques - ce qui permettrait aussi d'annuler la dette de la Grèce et des pays dominés à l'égard de la France - sans indemnité ni rachat ; expropriation des grands groupes énergétiques pour créer un grand service public sous contrôle des travailleurs et de la population... Cette campagne pour l'annulation de la dette s'intègre bien évidemment à l'ensemble de nos interventions et dans le cadre des axes de campagne que va défendre Philippe Poutou dans les mois qui viennent.

Sandra Demarcq

P.-S.

* Publié dans : Revue Tout est à nous ! 25 (octobre 2011).